

Lettre ouverte aux décideurs sur l'urgente nécessité d'agir pour le climat.

Mesdames et Messieurs les décideurs,

C'est avec gravité que nous vous adressons ce message à la veille de la 21^e Conférence sur le Climat à Paris (COP 21). La « première » Conférence des Parties signataires de la Convention Climat se réunissait à Berlin en mars 1995.... Nous constatons que « vingt ans après », le péril qui plane sur l'humanité et notre planète Terre, n'a jamais été aussi grand.

De nombreux éléments provenant du monde scientifique, d'ONG, d'agences des Nations-Unies, de multiples associations citoyennes, étayés par une attentive observation, nous convainquent de l'extrême urgence de la mise sur pieds d'une stratégie mondiale pour contrer le réchauffement climatique.

Pour la Belgique, l'Europe et Bruxelles qui en est sa capitale, il s'agit d'une opportunité historique de tirer ce Sommet sur le climat vers le haut. Nous, citoyens du monde, au nom de nos enfants et petits-enfants - puisque c'est bien de leur destin qu'il s'agit - nous vous exhortons, Mesdames et Messieurs les décideurs à faire preuve de la plus grande détermination pour aboutir à un accord ambitieux et contraignant.

Il s'agit d'un des plus grands chantiers de toute l'histoire de l'humanité. Car le combat pour garder le Climat en dessous des 2 degrés critiques ne représente que la pointe de l'iceberg... pour le gagner, c'est toute l'activité humaine qu'il faut repenser. En sachant que le plus difficile sera probablement de faire éclore les consciences.

Le péril perçu dès les années 70

Dès le début des années septante, préoccupé par les problèmes complexes auxquels doivent faire face les sociétés en plein « boum », le Club de Rome charge une équipe du Massachusetts Institute of Technology de réaliser une grande étude informatisée de prospective. Connu sous l'appellation de Rapport Meadows, « The Limits to Growth » soulignait les dangers écologiques de la croissance économique et démographique que connaissait alors le monde. A travers les nombreux paramètres et propositions de développements invoqués, cet ouvrage, véritable cri d'alarme à la communauté internationale, prévenait déjà du péril qu'encourrait l'humanité si elle ne changeait pas radicalement de cap. La croissance zéro y était largement sous-jacente. A l'époque, Sicco Mansholt, ancien Président de la Commission européenne partageait largement cette analyse, analyse plus que jamais pertinente et que nous aimerions voir aujourd'hui partagée par les instances européennes.

Néanmoins « 40 ans plus tard », alors que nous nous trouvons à la croisée de plusieurs crises - financière, économique, énergétique, alimentaire, climatique, environnementale, dire que nous vivons dans un monde fini et qu'il faut ralentir notre croissance économique et démographique en fonction des limites des ressources de la Planète reste largement inaudible. Ce déni n'est plus acceptable !

1,3 milliard de personnes sous le seuil de pauvreté

« Aujourd'hui, le développement rencontre deux limites. La première est sociale parce qu'il s'avère impossible, malgré le développement, d'endiguer la montée du chômage, de la pauvreté et de la

précarité. Selon la Banque Mondiale et l'ONU, 1,3 milliard de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté (dont plus de 100 millions dans les pays de l'OCDE) ; 85% de la population mondiale ne gagne que 15% du revenu mondial. En Europe, les mesures d'austérité mises en place dans le but d'équilibrer les budgets, suite au sauvetage des banques à hauteur de 4 500 milliards d'euros, ont surtout eu pour effet d'aggraver la pauvreté et les inégalités. Les seules personnes à bénéficier de l'austérité sont les 10% les plus riches de la population européenne, qui ont vu leur fortune s'accroître. (Oxfam France)

La seconde limite est écologique car les menaces pesant sur l'environnement continuent à s'accroître. Les ressources vitales telles que l'air et l'eau se détériorent et l'épuisement des ressources énergétiques d'origine fossile est programmé ; les sols soumis à une agriculture intensive ou à un défrichement incontrôlé s'épuisent, s'érodent ou sont gagnés par le désert pendant que les forêts, principalement tropicales, reculent. » - Jean-Marie Harribey, Fondation Copernic et Attac France

Pour Greenpeace, la forêt régresse toutes les deux secondes de la taille d'un terrain de football, au nom de logiques financières à court terme - au bout d'un an l'équivalent du quart de la France - sacrifié aux intérêts marchands: plantations d'huile de palme, industrie du bois, agro-carburants, élevage bovin... Le dernier rapport du WWF «Planète vivante» nous prévient qu'au rythme de notre croissance actuelle, nous consommons chaque année plus d'une fois et demie les matières premières que la Terre est capable de régénérer sur la même période.

Selon Joseph Zacune, du Critical information collective, si le REDD (Programme de l'ONU pour la Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts) et les marchés de carbone sont censés représenter un nouvel incitant pour la conservation des forêts en payant les propriétaires terriens pour stocker le carbone, ils ne produisent pas l'effet escompté. En dépit de l'instabilité financière et de la volatilité des marchés dérivés, le «carbone» est le plus souvent apparenté à une marchandise comme une autre, sujette à la spéculation, comme c'est déjà le cas pour les denrées alimentaires. D'autre part la financiarisation de la problématique minimise l'urgente nécessité pour les États, d'intervenir, y compris par l'octroi de fonds publics, pour faire face à la crise climatique actuelle (Gerebizza, 2011).

Les inégalités touchent aussi le domaine de la justice climatique : les 7% les plus riches de la population mondiale (un demi-milliard de personnes) sont responsables de 50% des émissions mondiales de CO₂, tandis que la moitié la plus pauvre du monde n'émet elle que 7% des émissions mondiales, tout en étant la plus exposée aux dégâts causés par le réchauffement. (Oxfam France)

Les alternatives existent

Il existe des alternatives crédibles au marché compensatoire de carbone: remplacement des énergies fossiles - dans l'industrie, l'agriculture, les transports - par des énergies propres; construction de bâtiments «passifs», ce secteur représentant 40% des dépenses énergétiques dans la plupart des pays (IEA, 2008); des politiques agricoles durables encourageant les petits cultivateurs plus respectueux de l'environnement et de notre santé; la sylviculture appliquée à l'ensemble des forêts; réduire notre consommation en général; changer nos habitudes alimentaires en diminuant drastiquement les produits d'origine animale ... Plus généralement, favoriser les ressources locales est la clé de toutes politiques de réduction durable des gaz à effet de serre.

Alors que le monde s'interroge sur les conséquences du peak oil, entre le développement des pétroles non conventionnels et les différentes prospections dans l'Arctique, la course aux nouveaux gisements multiplie les dangers et intensifie les conflits dans de nombreuses régions du globe; l'extraction du gaz de schiste débouche sur un véritable désastre écologique. Quant au nucléaire - civil et militaire - il n'est pas à taille humaine et menace l'homme d'extermination. Il est donc à bannir.

Parce que les traités ne feront qu'aggraver les constats précédents, des millions de citoyens européens réclament déjà avec fermeté que vous preniez la décision de refuser les traités. Sous le prétexte de création d'emplois et d'uniformisation des normes, ce traité donnera inmanquablement les coudées libres aux magnas de l'industrie et de la finance, nous privant définitivement de tout espoir de développer le modèle de société que nous appelons de tous nos vœux et que nous sommes en train de bâtir : un monde viable, responsable et équitable ou l'épanouissement de l'Être prime sur l'accumulation de biens matériels et des profits.

Aujourd'hui les alternatives aux énergies fossiles et au nucléaire existent, ce n'est plus un mythe. Les technologies liées aux énergies propres et renouvelables expérimentées depuis des décennies sont à présent mises en application aux quatre coins du monde, qu'elles soient solaire photovoltaïque ou thermodynamique ; géothermie, haute ou basse énergie ; hydraulique, éolienne, hydrolienne, marémotrice, énergie des vagues ; biomasse provenant de la gestion des déchets... Le solaire est une source inépuisable d'énergie, puisque la surface de la terre reçoit en une heure autant d'énergie du soleil que l'humanité en consomme pendant une année. La géothermie est déjà exploitée avec succès dans de nombreux pays et régions : en Suisse notamment, une partie importante de l'eau chaude sanitaire et du chauffage proviennent de cette source.

Mais pour réussir à bâtir ce nouveau monde, plusieurs points semblent indispensables :

- Dans une logique de vase communicant, il faudra décroître en diminuant de façon substantielle la production et donc la consommation de produits superflus, illusoires, néfastes, fruits de notre addiction profonde au système, pour injecter massivement cette manne financière et sociale dans tous projets capables de repositionner l'homme de façon durable et équitable, répondant à une nouvelle notion de satiété et de bonheur.

- Les priorités en matière d'affectation financières doivent être repensées.

A l'échelle mondiale, les subventions annuelles soutenant des infrastructures à haute teneur en carbone s'élèvent à 487 milliards d'Euros (IEA, l'OPEP, L'OCDE, la Banque mondiale, 2010). Elles devront être ventilées vers les énergies propres et durables.

Un programme mondial d'investissements en énergie renouvelable (global feed-in tariff programme) prévoit 100 milliards de \$ US par an pour une durée 15 ans (FoE, 2010).

Une taxe sur les transactions financières internationales (Tobin) pourrait amener des centaines de milliards d'Euros.

- Nous devons nous extraire de la spirale de violence et de guerres qui nous mine.

Le Stockholm International Peace Research Institute nous indique que pour la seule année 2008, 1 464 milliards de dollars américains ont été dépensés dans la défense, soit 2,4 % du PNB mondial. Il est indispensable qu'une partie importante de ces dépenses changent d'affectation!

Choisir entre l'enfer et la raison

Le 8 août 1945, alors qu'Hiroshima venait d'être réduite en poussière par l'explosion de la première bombe atomique, Albert Camus proclamait: «Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité (...), ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison».

Contribuant à ce combat pacifique, nous vous livrons, Mesdames et Messieurs les décideurs, nos revendications à soumettre à l'approbation de vos pairs. Nous ne manquerons pas de suivre de près l'évolution des débats qui doivent aboutir à un accord historique lors de la 21e Conférence sur le Climat à Paris (COP 21), au plus tard le 11 décembre 2015.

Avec espoir et détermination,